

Intervention pour le centenaire de la mort de Lénine

G. Bégéneix (ROR – France)

1) Crise politique en France

Pour se faire élire, Macron a bénéficié de l'effondrement et du PS et de l'UMP/LR compromis et discrédités par les politiques brutalement anti-sociales et anti-ouvrières de ces partis historiques de la V^e République. C'est sur ces ruines-là que Macron a construit son mouvement *En Marche*. Mais cela ne suffisait pas. La campagne électorale de Macron a été construite sur des illusions : celle du « social-libéralisme », celle d'un progressisme dynamique et jeune, et la tromperie, portée par toute la bourgeoisie, qu'il est possible de concilier les intérêts de la classe ouvrière et ceux du grand patronat, (c'est la pseudo-théorie dite « du ruissellement » celle qui prétend qu'en enrichissant les riches, l'argent fini par revenir vers les moins riches). Malgré les illusions, les mensonges et la promotion médiatique inouïe dont il a bénéficié de la part des grands patrons d'industrie, également grands patrons de presse, Macron a été mal élu dès 2017. L'abstention avait été forte et une fraction de ses électeurs avaient voté pour lui « pour faire barrage à l'extrême droite ».

En 2022, cinq ans plus tard, l'abstention était encore plus forte qu'en 2017, (il perd près de 2 millions de voix). 41 % de son électorat avait plus de 60 ans. La macronie, c'est les vieux, aisés, et doté en capital.

La classe ouvrière et les autres fractions des « classes populaires » connaissent désormais très bien la politique néolibérale : déréglementation, dérégulation,

remplacement des services publics par des entreprises privées,

Une frange de la CGT a lorgné (et lorgne encore) vers la CFDT et ses « succès ». Il y a longtemps déjà que cette confédération n'est plus sur une ligne de classe. Mais au printemps 2023, pendant la lutte massive et déterminée d'une énorme majorité de travailleurs (et bien au-delà de la classe ouvrière) contre la contre-réforme des retraites, l'opportunisme et la ligne réformiste traître de direction de la CGT a conduit cette organisation à se subordonner à la CFDT et a précipité le vaste mouvement vers une défaite en rase campagne, défaite lourde de conséquences. Résultat funeste qui, avec tout ce qui précède, ouvre une avenue à l'extrême droite.

Les grèves et manifestations contre les lois El Khomri (2016), l'effondrement de la « gauche » (PS) et de la droite et l'élection d'un Bonaparte fragile avec une abstention record (2017), le mouvement des Gilets Jaunes (2018-2019), l'abstention record aux élections présidentielles puis législative du printemps 2022, le mouvement gréviste des énergéticiens à l'automne 2022, la lutte contre l'anti-réforme des retraites (printemps 2023), les manifestations contre la loi immigration (directement inspirée et copiée dans le programme historique du FN/RN),... tout le montre encore et encore : la classe ouvrière et au-delà, une large fraction des « classes moyennes » ne veulent pas des politiques « néolibérales ». Mais les « gauches » politiques et syndicales ne représentent plus qu'elles-mêmes. Aucune force, un peu importante, n'est capable de donner un cap aux luttes, aucune organisation n'offre ni stratégie, ni tactique personne n'est capable d'organiser la résistance. La médiocrité des gauches fait la force de l'extrême droite. Les récents changements de personnel dans l'appareil gouvernemental ne feront qu'accélérer la crise, ce ne sont pas de simples ministres, ce sont des ennemis du peuple. La France est à la croisée des chemins.

2) La loi immigration

Avec la loi « immigration » Macron intègre la « préférence nationale » à la loi. Cette préférence nationale est une partie historique du programme du FN/RN de Le Pen (père et fille), un thème majeur de l'extrême droite. Cette loi raciste, voulue par Macron et développée par Darmanin est pourtant non constitutionnelle car elle contrevient à la constitution qui au contraire garantissait un droit égal pour tous. De fait, M. Le Pen ne s'y est pas trompée et a revendiqué « Une victoire idéologique ». Et il nous faut hélas le reconnaître, il s'agit bien de cela et, en conséquence, d'une défaite pour la classe ouvrière. *Le Monde*, habituellement si sage, titrait d'ailleurs : « Une rupture politique et morale » et qualifiait cette loi de « *Tract du Rassemblement National* ». Les dénégations hypocrites des macronistes, n'y peuvent rien changer.

Cette loi est faite pour diviser et affaiblir la classe ouvrière et les catégories populaires. Ce, à l'heure où le parti des fascistes est en position favorable pour les prochaines élections.

Après une armada de lois antisociales (dont la contre-réforme des retraites, celle de l'assurance chômage, etc.), après la destruction de l'hôpital public et plus de 160 000 morts lors de la pandémie, après la destruction de l'école et de l'Université,

etc. après une armada de lois profondément liberticides, après l'impunité d'une police pourri jusqu'au noyau par les syndicats et courants fascistes et xénophobes, après une menace explicite de putsch de la part de militaires, après le venin distillé jour après jour par des médias aux mains de patrons fascistes. Voici LE résultat de cette panique morale organisée par les médias, voici **LA** loi raciste, l'apartheid qui caractérise à lui seul toute la politique de Macron. Il donne la place aux fascistes.

3) Menace du fascisme

Pendant des décennies il a fallu batailler, à juste titre, pour ne pas qualifier de fascistes ceux contre qui l'on se battait. Le précédent allemand (quand le KPD qualifiait le SPD de fasciste) est là pour nous mettre en garde. Hélas, cette saine prudence constitue aujourd'hui un « point aveugle ». On discute et s'interroge volontiers pour savoir si le FN/RN est ou non fasciste. Et l'on a les mêmes interrogations avec Mme Meloni en Italie. Que les forces de répression étatiques soient capables de maintenir l'ordre bourgeois nous met, entend-on dire, à l'abri du fascisme. Du moins temporairement. Cela serait suffisant.

C'est oublier un peu vite que les fascistes ont leurs propres projets, leurs propre agendas. C'est oublier un peu vite que les frontières entre le FN/RN et les groupuscules néofascistes et néonazis sont poreuses, que les fils ou filles de tel ou tel dignitaire du FN/RN sont membres de ces groupuscules. C'est oublier que les politiques extrémistes « ultra-libérales » mécontentent fortement tant les milieux ouvriers que les milieux petits bourgeois et donnent des ailes au fascisme. C'est enfin oublier l'inexistence d'un parti de classe et de masse, capable d'organiser la classe ouvrière pour son autodéfense, en reliant cette défense à la lutte pour la révolution.

4) Résistances populaires et ouvrières

La France d'aujourd'hui ce sont 10 millions de pauvres, 8 millions de personnes qui ont recours à l'aide alimentaire et, dans le même temps, 200 milliards d'aides accordées par l'État aux entreprises, sans compter la fraude et « l'optimisation » fiscale qui, ensembles, permettent de répartir 100 milliards d'euros de dividendes entre les actionnaires dans les entreprises du CAC40. Nous avons vu ces dernières années de nombreuses luttes vraiment héroïques, bravant la répression policière (un vrai terrorisme d'État). Mais ce terrorisme fait peur (il est fait pour cela) et il est devenu dangereux de manifester. Or, tout le monde n'est pas héroïque. On ne peut pas et on ne doit pas mettre la révolution sous une condition d'héroïsme. Puisque nous sommes privés d'organisations à la hauteur des enjeux, même si nous faisons notre devoir de militants communistes nous sommes contraints d'attendre l'approfondissement de la crise, l'usure du pouvoir politique, son discrédit.

Le « moment Potemkine », est le point de basculement, quand l'autorité s'effondre et apparaît pour ce qu'elle est, c'est à dire nue, c'est quand il ne reste plus que la force physique de deux personnes qui se font face. C'est quand l'officier

donne un ordre et que, désobéissant, le matelot frappe l'officier et le terrasse. La force de ceux qui n'ont pas le pouvoir, ça a toujours été la coordination du nombre et l'irruption violente des masses dans le domaine où se règlent leurs destinées.

5) Nécessité d'une organisation révolutionnaire

En plus de la lutte au « long cours » contre le capitalisme « ordinaire », y inclus les différentes variantes de réformisme (sociales-démocrates et staliniennes), nous sommes engagés dans une course de vitesse contre le fascisme montant. Nous ne pouvons donc ni attendre ce « moment Potemkine », ni faire sans lui, c'est à dire sans le grand nombre et sans son irruption violente.

À l'occasion de la guerre par procuration entre les USA et la Russie, (voulue et préparée par les USA) sur le terrain ukrainien, une fraction majoritaire des organisations se réclamant de Trotsky et de sa continuité avec Lénine, se sont compromises dans une Union sacrée avec leurs bourgeoisies respectives et avec l'impérialisme, (comme la sociale démocratie en 1914).

C'est dans ce contexte contradictoire qu'il faut de nouveau mais inlassablement poser et reposer la question de l'organisation révolutionnaire. Cette crise, longue elle aussi, des organisations révolutionnaires se réclamant et de Lénine et de Trotsky, est aujourd'hui à un tournant. Nous devons rompre d'avec les courants et organisations faillis, et rechercher les convergences avec ceux et celles qui, sur la question de la guerre en Ukraine n'ont pas failliés, sans crainte des confrontations inévitables, du fait d'histoires différentes. La problématique du parti révolutionnaire se pose aujourd'hui à l'intersection 1) de la conception léniniste du parti qui s'oppose aux conceptions de Kautsky, d'une part et de Moisei Ostrogorski et Roberto Michels d'autre part, 2) des élaborations de Lénine sur la période révolutionnaire 3) des textes de Trotsky connu sous le titre de Défense du marxisme, et 4) de la question de savoir dans quelle dialectique s'articulent la question du droit des nations et la question des classes, c'est à dire laquelle de ces deux questions est principale.